



Liberté  
Égalité  
Fraternité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-20006223201209-DEL\_444\_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le Préfet : Jean-Luc GOMEZ

Publication : 11/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

tel : 03 84 86 81 39

mel : [jean-luc.gomez@jura.gouv.fr](mailto:jean-luc.gomez@jura.gouv.fr)

[ddt-planification@jura.gouv.fr](mailto:ddt-planification@jura.gouv.fr)

OBJET : SCoT du Pays lédonien : révision générale n° 2

arrêtée - Avis des services de l'État.

Direction  
départementale  
des territoires

à  
Monsieur le Président  
PETR du Pays lédonien  
4 avenue du 44<sup>ème</sup> RI  
39 000 LONS-LE-SAUNIER

Lons-le-Saunier, le 20 JUIN 2025

Monsieur le Président,

Le comité syndical du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays lédonien a arrêté la révision générale n° 2 du schéma de cohérence territoriale (SCoT) éponyme, par une délibération adoptée à l'unanimité le 11 mars 2025. En application des dispositions de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, vous avez sollicité dans une lettre reçue le 24 mars 2024 l'avis des services de l'État. Ces derniers se sont déjà exprimés le 22 février 2024 à propos du projet d'aménagement stratégique (PAS), cf. l'annexe III.

La révision du SCoT a offert à l'ensemble des acteurs concernés l'opportunité de réfléchir ensemble au devenir d'un vaste territoire. Le PETR a travaillé avec non seulement les services de l'État et les personnes publiques associées, mais aussi la société civile, et notamment les associations de protection de l'environnement, qui ont participé à l'identification de la trame verte et bleue et à la rédaction des orientations et des objectifs la concernant. Avant l'arrêt du document, vous avez organisé en outre deux réunions publiques, et publié trois lettres « Info'SCoT », ainsi que des informations régulières sur le site internet du Pays lédonien et les réseaux sociaux. Cette prospective partagée a transcendé les limites communales et celles des intercommunalités, qui ne sont pas toujours à l'échelle d'un projet de développement durable pertinent. La concertation mise en œuvre constitue indéniablement le premier point positif à mettre au crédit de la démarche en cours (cf. le fascicule intitulé « Bilan de la concertation », et la délibération n° 440 du 11 mars 2025).

Le présent avis comporte en premier lieu une analyse « réglementaire » du SCoT arrêté. 24 et 13 communes sont respectivement concernées par les dispositions des lois « Montagne » et « Littoral ». Il s'agit d'une particularité du territoire, et la prise en compte de ces deux textes législatifs fait l'objet de l'annexe I.

Enfin, la deuxième partie de l'avis des services de l'État est consacrée aux observations diverses relatives aux différents documents de la révision générale n° 2 du schéma de cohérence territoriale.

### I - Analyse « réglementaire » du SCoT arrêté :

Conformément aux prescriptions de l'article L.131-1 du Code de l'urbanisme, le SCoT arrêté intègre globalement les dispositions des documents de planification de rang supérieur (cf. l'évaluation environnementale figurant dans les annexes, p. 33-76). Le SCoT semble en effet compatible avec :

Direction départementale des territoires du Jura

Adresse postale : 8 rue de la préfecture - CS 60648 - 39030 Lons-le-Saunier CEDEX

Adresse physique : 4, rue du Curé Marion - 39030 Lons-le-Saunier

Horaires d'ouverture 9h00-11h30 ou sur rendez-vous

Tél : 03 84 86 80 00 - courriel : [ddt@jura.gouv.fr](mailto:ddt@jura.gouv.fr) - <http://www.jura.gouv.fr>

1 - les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I<sup>er</sup> et II du titre II du Code de l'urbanisme ;

2 - les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne Franche-Comté, dont les modifications ont été approuvées les 17 et 18 octobre 2024 ;

3 - la charte du parc naturel régional (PNR) du Haut-Jura en cours de révision ;

4 - les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée ;

5 - les objectifs définis par le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée ;

6 - le schéma régional des carrières de Bourgogne Franche-Comté (il est en cours de révision, et les dispositions du schéma départemental des carrières du Jura s'appliquent par conséquent pour le moment).

Le SCoT prend en compte également les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de Bourgogne Franche-Comté (article L.131-2 du Code de l'urbanisme). Par exemple, l'effort de sobriété foncière fixé pour le Pays lédonien dans le SRADDET (p. 62 du rapport d'objectifs), est repris très exactement dans le projet d'aménagement stratégique (p. 8) : réduction d'au moins 50,9 % entre 2021 et 2031 de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par rapport aux dix années précédentes (2011-2021).

Conformément aux dispositions de l'article L.141-1 du Code de l'urbanisme, le document arrêté respecte globalement les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3 du code précité. Les grandes thématiques évoquées dans ces derniers sont effectivement traitées.

Le SCoT arrêté comporte également l'ensemble des pièces mentionnées à l'article L.141-2 du Code de l'urbanisme : un projet d'aménagement stratégique (PAS), un document d'orientation et d'objectifs (DOO) et des annexes.

Comme le prescrivent les dispositions de l'article L.141-3 du Code de l'urbanisme, le PAS « définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent ». À titre d'illustration, des objectifs différenciés de réduction de la consommation foncière, puis de l'artificialisation des sols, sont fixés jusqu'en 2045, et ils le sont par tranches de dix années, comme l'impose l'article susmentionné : de 2021 à 2031, de 2031 à 2041 et de 2041 à 2045, échéance de l'horizon de vingt ans précédemment évoqué (p. 8).

Le DOO prend quant à lui globalement en compte les prescriptions des articles L.141-4 à L.141-14 du Code de l'urbanisme. Il détermine les conditions d'application du PAS, et définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires. Il comprend en particulier un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL), qui fait l'objet d'un fascicule spécifique.

Enfin, en application des dispositions de l'article L.141-15 du Code de l'urbanisme, les annexes comportent :

1 - un diagnostic ;

2 - l'évaluation environnementale prévue aux articles L.104-1 et suivants du Code de l'environnement ;

3 - la justification des choix retenus pour établir le PAS et le DOO ;

4 - l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le DOO (cf. notamment la pièce n° 3 des annexes, intitulée « Justification des choix » p. 42 et 53-61).



## **II - Observations relatives aux différents documents du SCoT arrêté :**

### **A - Le projet d'aménagement stratégique (PAS) :**

Il s'agit du projet de territoire du PETR et il a remplacé le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), en application des dispositions de l'ordonnance du 17 juin 2020, dite « de modernisation des SCoT ».

#### **1 - Le scénario de développement.**

Le scénario concernant la démographie et les logements pour la période comprise entre 2025 et 2045 (p. 23-24) est évoqué en premier, car il conditionne les objectifs en matière de sobriété foncière. Il paraît plutôt cohérent : 87 370 habitants en 2045 (1 000 personnes de plus environ en 20 ans, soit une augmentation annuelle de + 0,06 %). Cet objectif est moins ambitieux et paraît plus réaliste que celui retenu dans le SCoT aujourd'hui applicable, qui prévoyait une croissance démographique annuelle de + 0,35 %. Rappelons à ce sujet que la population du territoire a baissé de - 0,07 % par an entre 2013 et 2019, selon les données figurant dans le diagnostic socio-économique réalisé dans le cadre de la procédure de révision en cours (p. 23).

Quant aux ménages, ils étaient composés en moyenne de 2,1 personnes en 2019 (p. 23 du diagnostic), et l'estimation retenue dans une note méthodologique complémentaire transmise aux services de l'État, 1,87 en 2045, semble cohérente.

D'après le projet d'aménagement stratégique (p. 23), il sera nécessaire de produire à peu près 5 840 logements entre 2025 et 2045 (420 pour l'accueil d'une population nouvelle, 4 380 pour le desserrement des ménages, et 1 040 pour le renouvellement du parc). La méthode retenue et les calculs effectués pour aboutir à ces projections ne suscitent aucune observation particulière.

Dans leur avis du 22 février 2024 concernant le projet de PAS, les services de l'État avaient mentionné l'absence d'objectif chiffré en matière de résorption de la vacance. Vous avez pris en compte cette observation, puisque votre ambition est « d'atteindre à l'horizon 20 ans un taux de logements vacants de 7 % » (p. 24).

#### **2 - La sobriété foncière.**

La sobriété foncière est le premier axe transversal développé dans le PAS (p. 6-13). Cette ambition s'inscrit dans la continuité des efforts importants déjà consentis par le passé. Dans l'avis signé par le préfet le 24 mars 2011, et concernant le SCoT initial arrêté, il était souligné que la maîtrise de l'étalement urbain était l'un des points forts du document en matière d'habitat, mais qu'il convenait de réduire encore la consommation foncière générée par les activités économiques. L'avis des services de l'État du 12 mars 2020 mentionnait quant à lui que la première révision du schéma de cohérence territoriale avait bien pris en compte cette observation. Le même avis précisait en outre que le nouveau document était à minima 42 % plus vertueux que le précédent en matière d'étalement urbain résidentiel.

Le PAS de la présente révision générale n° 2 du SCoT prévoit en particulier de mettre en place une stratégie foncière et de réinvestir les espaces déjà urbanisés (« reconstruire la ville sur elle-même ») : urbanisation des « dents creuses », « désimperméabilisation » des sols, renaturation... Rappelons qu'il propose aussi de produire au minimum 40 % des logements sans consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (p. 24). Il dresse également une liste exhaustive des zones d'activités économiques (ZAE) communautaires, et d'intérêt régional, dont le développement est prioritaire (p. 12). Les communes disposant d'un espace à vocation économique, qui n'est pas répertorié dans la liste précitée, pourront le faire évoluer uniquement pour répondre aux besoins d'un acteur déjà présent sur le site, et la densification de ces ZAE « secondaires » sera recherchée en priorité.

Rappelons que le projet d'aménagement stratégique reprend exactement l'objectif fixé par le SRADDET : réduire de 50,9 % la consommation d'ENAF entre 2021 et 2031, par rapport aux dix années précédentes. Ce taux sera porté à 55 % entre 2031 et 2041. Entre 2041 et 2045, à l'échéance du SCoT révisé pour la deuxième fois, le PAS prévoit de poursuivre cet effort, pour atteindre une réduction de 65 % par rapport à la période de référence 2011-2021. Ces perspectives paraissent compatibles avec les dispositions de la loi « climat et résilience » du 22 août 2021, et du SRADDET de Bourgogne Franche-Comté actuellement en vigueur.

Toutefois, un nouvel effort très important en matière de sobriété foncière devra être consenti entre 2045 et 2050, pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) fixé par la loi précitée. Il aurait été par conséquent opportun de mieux répartir dans le temps la réduction de la consommation d'ENAF, et d'accroître l'effort envisagé entre 2025 et 2045, pour s'assurer que le territoire concerné par la révision en cours du SCoT sera en mesure d'appliquer le ZAN à l'échéance imposée (2050). Cette observation, qui figurait dans l'avis des services de l'État du 22 février 2024 concernant le PAS (cf. l'annexe III), n'a pas été prise en compte.

### **3 - La trame urbaine.**

L'armature urbaine retenue dans le projet d'aménagement stratégique (p. 18-19) ne suscite aucune observation particulière. Elle reprend en effet celle du schéma de cohérence territoriale aujourd'hui applicable, et elle intègre l'élargissement du périmètre, qui inclut désormais l'ancienne communauté de communes de Jura Sud. Très logiquement, Moirans-en-Montagne et Vaux-lès-Saint-Claude figurent respectivement parmi les bourgs-centres et les bourgs-rélais.

Le PAS rappelle que : « *Le renforcement des centralités représente un enjeu majeur du Pays Lédonien à la fois pour limiter l'étalement urbain mais aussi pour répondre aux enjeux du développement durable.* » (p. 11) Le projet d'aménagement stratégique précise en particulier qu'il convient d'adosser l'offre d'équipements et de services à la trame urbaine (p. 20).

Cette priorité affirmée en matière de développement aurait pu se traduire par une croissance démographique différenciée privilégiant les centralités, mais le PETR a préféré appliquer un taux annuel moyen d'accroissement de la population identique pour toutes les communes. Ce choix paraît cohérent, dans la mesure où le scénario retenu prévoit une augmentation très faible du nombre d'habitants, + 0,06 % par an, et une modulation de celle-ci en fonction de l'armature urbaine aurait été par conséquent très peu discriminante.

### **4 - Les mobilités.**

L'une des priorités du PAS est de réduire la dépendance à la voiture individuelle, en confortant les transports collectifs et le covoiturage (p. 26-29). Le document précise qu'il est essentiel d'assurer la pérennité des lignes ferroviaires du Revermont et des Hirondelles, et de promouvoir le développement urbain et économique à proximité des gares, dont la vocation multimodale doit être renforcée. Le document a pour ambition d'encourager les mobilités « douces », par l'amélioration et l'extension des réseaux de voies vertes et de pistes cyclables. Pour celles-ci, le PAS préconise de privilégier l'aménagement des voies routières existantes, afin notamment de réduire la consommation foncière. Il pourrait être ajouté cependant que les nouvelles infrastructures « douces » peuvent être réalisées aussi en site propre, lorsqu'il est nécessaire d'améliorer la sécurité des cyclistes et de piétons par exemple.

### **5 - Le développement économique et les services.**

Les ambitions détaillées dans le projet d'aménagement stratégique, en matière de développement économique, paraissent cohérentes, et en adéquation avec les politiques publiques que le SCoT doit prendre en compte.

Pour l'industrie et l'artisanat, le document propose d'optimiser l'occupation des zones d'activités existantes, d'adapter l'offre foncière aux besoins, et de la hiérarchiser (p. 11-12, 22, et 31-32).



Le PAS (p. 32-33) rappelle aussi l'importance de l'agriculture pour le territoire, et la nécessité de préserver les terres agricoles, en particulier celles qui bénéficient d'une appellation d'origine protégée (AOP). Le développement du maraîchage et des circuits courts, en cohérence avec le projet alimentaire territorial (PAT), figure également parmi les ambitions du projet d'aménagement stratégique. Celui-ci évoque aussi la filière bois, dont l'optimisation implique la protection des forêts, l'amélioration des dessertes et la création d'aires de stockage. Cette volonté répond également à un enjeu de sécurité : les services de secours doivent en effet pouvoir circuler facilement dans les massifs forestiers, afin de prévenir et d'éteindre les incendies.

De manière très cohérente, le document propose d'adosser l'armature commerciale à la trame urbaine : une offre diversifiée dans les communes du pôle urbain, intermédiaire dans les bourgs-centres, et de proximité dans les bourgs-relais. Le développement de l'offre de première nécessité (commerces d'une surface inférieure à 300 m<sup>2</sup>) sera encouragé sur l'ensemble du territoire (p. 35-38).

Le PAS (p. 33 et 39-41) insiste en outre sur la place importante que le tourisme occupe dans l'économie locale, grâce notamment à la qualité des paysages, des monuments et du bâti (deux opérations « grand site » en cours et une inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO). Les productions agricoles (vins du Jura et fromages), mais aussi le thermalisme, contribuent à l'attractivité des filières touristiques, par exemple l'oénotourisme, dont le développement doit être cependant durable, respectueux du cadre naturel et urbain.

En revanche, le projet d'aménagement stratégique ne fixe aucune orientation générale à propos des services proposés aux habitants en matière de santé, d'éducation, ou encore de culture. Alors que le territoire est concerné notamment par un projet structurant de construction d'une pharmacie centrale, le centre hospitalier lédonien n'est que très brièvement évoqué : *« Enfin, concernant le maintien et le développement des grands équipements et des services, l'hôpital de Lons-le-Saunier a bien des missions d'intérêt général et social, qui sont confirmées par la possibilité de se développer si besoin. »* (p. 17). La structuration d'un réseau de maisons médicales et de médiathèques par exemple, ou encore les formations proposées localement, professionnelles, notamment agricoles, ou après le baccalauréat, auraient méritées d'être évoquées dans le PAS.

## **6 - La préservation du patrimoine paysager et bâti, des espaces naturels et de la ressource en eau.**

Le projet d'aménagement stratégique prend bien en compte la nécessaire protection et la mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti (p. 44-46). Il insiste sur l'intérêt majeur que présentent les sites et les monuments emblématiques du territoire, classés, inscrits ou labellisés. Il évoque également les silhouettes des villages, les morphologies urbaines, les paysages du quotidien et le patrimoine vernaculaire non protégé, les entrées de ville, l'insertion dans leur environnement des zones commerciales et d'activités économiques.

La préservation des milieux naturels, de la faune et de la flore, est traitée également de manière détaillée (p. 47-50). L'une des priorités du PAS est la conservation des « réservoirs de biodiversité », et de la trame verte et bleue, qui fait l'objet d'une carte (p. 47). Le document prend aussi en compte la nature plus « ordinaire » dans les villes et à la campagne (haies, murs en pierres sèches, arbres isolés ou intégrés dans des alignements...).

## **7 - L'adaptation aux changements climatiques, et la transition énergétique et écologique.**

Le projet d'aménagement stratégique intègre les politiques publiques en matière d'adaptation aux changements climatiques, et de transition énergétique et écologique.

Le PAS (p. 51-55) accorde une large place à la nécessaire préservation de la ressource en eau, en cohérence avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée, et les démarches engagées localement dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI). La protection et la restauration de la qualité et des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides, et la non dégradation de ces derniers, sont des orientations fortes du projet d'aménagement stratégique.

Celui-ci rappelle que la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) doit être systématiquement mise en œuvre, et il est précisé que la compensation reste exceptionnelle. En outre, le document privilégie les structures agroécologiques limitant les ruissellements, l'érosion des terres, et facilitant le filtrage de polluants. Il conditionne le développement démographique et économique à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, en particulier par la protection des captages et l'amélioration des réseaux de distribution. Enfin, la récupération des eaux de pluie est fortement encouragée pour les nouvelles constructions, et la mise en conformité des équipements d'assainissement est un préalable à toute urbanisation.

Le PAS prend en compte également les risques naturels et technologiques, les pollutions, les nuisances et leurs effets sur la santé, la gestion et la valorisation des déchets (p. 56-58). Il a enfin pour ambition de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les consommations énergétiques, notamment en rénovant le bâti ancien. Il encourage un développement de la production d'énergies renouvelables, compatible toutefois avec la préservation des paysages, des milieux naturels, et des activités agricoles et sylvicoles, mais aussi touristiques du territoire (p. 59-61).

## **B - Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) :**

Le DOO traduit le projet de territoire du PAS en orientations et en objectifs. De manière générale, il propose un équilibre satisfaisant entre orientations, objectifs et prescriptions. En outre, il présente l'intérêt avéré de faire référence de façon récurrente aux documents d'urbanisme locaux, qui sont la traduction opérationnelle du SCoT.

### **1 - Réduire fortement l'artificialisation des sols et lutter contre l'étalement urbain (p. 7-22).**

Cet axe transversal du DOO reprend les objectifs du PAS en matière de sobriété foncière, et suscite par conséquent les mêmes observations.

En outre, il paraît nécessaire de préciser sans ambiguïté que seules les « dents creuses » d'une superficie supérieure ou égale à 2 500 m<sup>2</sup> sont effectivement comptabilisées dans la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le document d'orientation et d'objectifs mentionne en effet que : « Ces plafonds d'artificialisation intègrent les espaces non bâtis situés dans l'espace urbanisé pouvant accueillir du développement (dents creuses) et les extensions urbaines. » (p. 9). Toutefois, il est écrit un peu plus loin que : « Si une dent creuse a une superficie supérieure à 2 500 m<sup>2</sup>, alors elle ne peut pas être considérée comme du simple potentiel foncier au sein de l'espace urbanisé et doit donc être comptabilisée comme de la consommation foncière. » (p. 11). Il conviendrait d'harmoniser la rédaction de ces deux extraits du DOO, qui paraissent contradictoires.

À Moirans-en-Montagne, deux zones d'activités économiques (ZAE) sont recensées dans le tableau (p. 21), mais trois figurent sur la carte (p. 22). La justification des choix reprend le tableau et la carte, mais sur celle-ci, deux ZAE sont représentées à Moirans-en-Montagne (p. 60). Il serait opportun de veiller à la cohérence des informations à ce sujet.

Enfin, il pourrait être intéressant de faire apparaître de manière différente les zones d'activités d'intérêt régional, et celles dites « communautaires ».

### **2 - Axe 1 : développer un territoire en réseau (p. 23-40).**

Contrairement au PAS, le DOO évoque le projet de construction d'un nouvel hôpital et d'une pharmacie hospitalière centrale (p. 25). Toutefois, il n'est peut-être pas utile de mentionner la localisation précise de ces deux infrastructures (Perrigny - Pannessières), dans la mesure où celle-ci est susceptible semble-t-il d'évoluer.

Le document d'orientation et d'objectifs classe l'intégralité des communes du SCoT en fonction de la trame urbaine (p. 26-28). Il convient de corriger les erreurs matérielles, qui figurent dans les listes proposées. Celles des communes rurales par exemple n'est pas complète : il manque Châtel-de-Joux et Martigna.

La stratégie d'efficacité énergétique et de « décarbonation » des logements ne suscite aucune observation particulière (p. 36-37). Il en est de même pour les mobilités, notamment « douces », qui sont bien prises en compte dans cet axe 1 du DOO : « consolider » l'axe Lyon-Strasbourg (p. 24-25), déployer un réseau complet d'itinéraires piétonniers et cyclables sécurisés, organiser le développement pour limiter la dépendance à l'automobile (p. 38-41).

### **3 - Axe 2 : conforter les ressources locales (p. 41-69).**

La prescription n° II-3 mentionne que les documents d'urbanisme doivent intégrer une analyse de la valeur agronomique des terres exploitées, a minima autour de l'espace urbanisé. Les critères retenus pour réaliser cette évaluation sont pertinents et précis. Cette analyse doit permettre de protéger le foncier particulièrement propice à l'agriculture, en interdisant toute urbanisation.

Toutefois, les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles font partie des exceptions, et pourraient être autorisées (p. 43). Cette dérogation à la règle prescrite gagnerait à être précisée. En effet, la rédaction proposée actuellement semble permettre par exemple l'ouverture de carrières pour l'extraction de granulats, voire l'installation d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques, dans la mesure où les roches dites « massives » et l'énergie produite par le vent, la lumière et le soleil, peuvent être considérées comme des ressources naturelles. La réalisation de projets de ce type serait contraire à l'objectif fixé dans le cadre de la prescription n° II-3 : la préservation des terres agricoles dont la valeur agronomique est avérée.

Dans le DOO, la prescription n° II.4 intègre bien les enjeux forestiers, en insistant sur la préservation des espaces boisés, de leur accessibilité et de leur desserte pour les besoins de la filière, mais également pour les services de secours (p. 45). Les mentions relatives à la sobriété énergétique contribuent également à l'atténuation des changements climatiques et de leurs conséquences, et donc à la protection des milieux naturels, parmi lesquels les forêts.

Certes, le DOO était susceptible le cas échéant d'être complété par des orientations, des objectifs, voire des prescriptions traduisant concrètement l'une des préconisations du PAS : « encourager le développement de la filière bois..., y compris l'AOC bois du Jura ». En effet, l'utilisation du bois local dans la construction et la valorisation des produits issus des forêts du territoire, soutiennent une économie circulaire et non délocalisable, génératrice d'emplois locaux. Toutefois, les documents locaux d'urbanisme sont la traduction opérationnelle du SCoT. Dans le cadre de ces derniers, il peut être essentiellement envisagé de protéger les massifs boisés, et de prendre en compte leurs accès et leurs dessertes, ainsi que les infrastructures nécessaires à l'exploitation de la forêt (aires de stockage...).

Par ailleurs, la préservation, voire la valorisation des perspectives paysagères, qui est très pertinente et figuraient déjà dans les deux versions précédentes du SCoT, est mentionnée dans le chapitre du DOO dédié au développement de l'offre touristique (p. 61-68). Il serait peut-être plus pertinent d'évoquer ce sujet dans les pages consacrées aux paysages de l'axe 3 suivant : préserver le cadre de vie.

Enfin, la prescription n° II.15 recense les lieux de visites majeurs, secondaires et complémentaires, et précise qu'ils peuvent faire l'objet de niveaux de protection différents (p. 63). Le Moulin de Pont des Vents à Montfleur est cité deux fois, parmi les sites secondaires et complémentaires. Il s'agit très probablement d'une erreur matérielle, qu'il convient de corriger.

### **4 - Axe 3 : préserver le cadre de vie (p. 70-115).**

Comme à l'occasion de l'élaboration du SCoT initial et de la révision générale n° 1, la préservation et la mise en valeur des paysages naturels et bâtis du Pays lédonien est l'un des points forts du projet de schéma de cohérence territoriale, qui a été arrêté.

Le DOO prescrit par exemple la protection des silhouettes urbaines et villageoises, et la restauration de celles qui sont dégradées. Il propose notamment une typologie des villages du territoire. Pour chaque forme identifiée, un bloc-diagramme détaille, en matière d'urbanisation, ce qui peut être envisagé, ou au contraire doit être proscrit, afin de préserver l'identité locale (p. 76-78).



Le document d'orientation et d'objectifs évoque également le patrimoine classé, inscrit ou « labellisé », mais aussi celui dit « du quotidien », le nécessaire maintien des coupures vertes, la requalification des entrées des villes et villages, et l'amélioration de la qualité paysagère et de l'intégration dans leur environnement des zones commerciales ou d'activités économiques (80-84).

Les objectifs, les orientations et les prescriptions du DOO concernant la préservation des milieux naturels, mais aussi l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale et son caractère itératif, feront l'objet d'un avis détaillé de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne Franche-Comté, que vous avez saisie, en application des dispositions de l'article R.104-23 du Code de l'urbanisme.

De manière générale, l'axe 3 du DOO prend bien en compte la préservation, voire la restauration des « réservoirs de biodiversité », des zones humides, des continuités écologiques du territoire et de leur fonctionnalité, mais aussi la « nature en ville » et la « végétalisation des espaces urbains » (p. 85-105). La trame verte et bleue est déclinée à l'échelon local dans le DOO sur des orthophotos, qui permettent de visualiser de manière assez précise les corridors recensés (p. 92-102). Rappelons que des associations locales ont participé à l'identification des continuités écologiques, qui font également l'objet d'une annexe au DOO, composée de cartes détaillées des orientations paysagères et de la trame verte et bleue.

À propos des zones humides en particulier, la prescription n° III-10 rappelle que les dispositions du SDAGE sur la séquence « éviter réduire, compenser » (ERC), s'appliquent aux zones et milieux humides (p. 88). Il conviendrait de mentionner qu'elles concernent aussi les cours d'eau, et notamment les « réservoirs biologiques ».

Enfin, l'adaptation du territoire aux changements climatiques, sa résilience, la santé et le bien-être des habitants, sont traités dans la dernière partie de l'axe 3 du DOO (p. 106-115). Ce volet, qui intègre la protection de la ressource en eau potable, qui doit conditionner le développement, de la même manière que la capacité à traiter les effluents, la prévention contre les risques et les nuisances, ou encore de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ne suscite aucune observation particulière.

## **5 - Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL).**

Le DAACL reprend les orientations et les objectifs du DOO en matière de développement commercial et logistique. Il prévoit en particulier de revitaliser les centres-bourgs, et de limiter l'étalement urbain en favorisant la densification des pôles existants, plutôt que leur extension et la création de nouvelles zones commerciales (p. 5). Les priorités retenues contribueront indéniablement à un développement durable du territoire.

Il conviendra toutefois d'être très attentif à l'aménagement des secteurs périphériques d'implantation à Clairvaux-les-Lacs « route de Lons-le-Saunier », et à Orgelet « sous les murgers » (p. 41-44). Ils sont en effet situés à l'entrée des deux bourgs et en extension de l'urbanisation existante. L'impact paysager des établissements, qui seront construits sur ces deux sites, pourrait être par conséquent important. En outre, les activités prévues (« occasionnel lourd ») devront être compatibles avec celles déjà présentes dans les deux centralités concernées.

## **C - Les annexes :**

### **1 - Le diagnostic.**

Les dispositions de l'article L.141-15 déjà cité du Code de l'urbanisme, sont globalement traitées. Le diagnostic est composé de trois fascicules, consacrés au contexte socio-économique, aux paysages naturels et bâtis, ainsi qu'à la consommation foncière, et enfin à l'état initial de l'environnement. Dans celui-ci, des ressources en eau potable sont bien identifiées comme des zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE), par exemple Les sources du Besançon à Montagna-le-Reconduit et de la Doye à Graye-et-Charnay (p. 33), mais il conviendrait de proposer une liste exhaustive et à jour des ZSCE.

La partie de l'état initial de l'environnement, qui est consacrée aux risques, mériterait aussi d'être actualisée. Pour les feux de forêt (p. 198), l'arrêté préfectoral n° 2023-06-09-003 du 26 juin 2023 a remplacé celui 17 juillet 2017, et la carte proposée à la page suivante n'est plus d'actualité (elle doit être remplacée).

Dans le paragraphe 5.1.1 dédié aux nuisances sonores liées aux infrastructures de transport (p. 208-216), les informations concernant les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sont inexactes. La 3<sup>ème</sup> échéance du PPBE de l'État dans le département est abrogée, et il convient de prendre en compte l'arrêté préfectoral n° 2024-05-24-001 du 26 mai 2024.

## **2 - L'évaluation environnementale, la justification des choix et l'analyse de la consommation d'ENAF.**

Rappelons que l'évaluation environnementale fera l'objet d'un avis détaillé de la MRAe. À ce stade, elle ne suscite aucune observation particulière. Il en est de même pour la justification des choix, et « l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs. » (article L.141-15 du Code de l'urbanisme).

Rappelons que l'analyse foncière précitée figure dans la pièce n° 3 des annexes, intitulée « Justification des choix » (p. 42-49). En l'absence de données concernant les dernières années de l'exercice, une extrapolation a permis d'estimer que la consommation d'ENAF entre 2015 et 2025 était d'environ 553 ha.

En conclusion, les objectifs de la révision générale n° 2 du SCoT du Pays lédonien, qui a été arrêtée le 11 mars 2025, sont atteints. En effet, le nouveau document intègre en particulier :

1 - l'ancienne communauté de communes de « Jura Sud » ;

2 - les obligations réglementaires, notamment en matière de sobriété foncière, qui résultent de la loi « Climat et Résilience » et du SRADDET de Bourgogne Franche-Comté, dont les modifications ont été approuvées les 17 et 18 octobre 2024 ;

3 - les enjeux liés à l'adaptation du territoire aux changements climatiques.

La nouvelle mouture du SCoT contribuera à un aménagement et à un développement durables du territoire.

**L'avis des services de l'État est favorable, sous réserve d'une part de prendre en compte a minima les observations « réglementaires » précitées, notamment celles qui figurent dans l'annexe I, ainsi que les remarques qui renforceront la « sécurité juridique » du document et, d'autre part, de corriger les erreurs matérielles relevées.**

Le service d'appui aux collectivités en accessibilité et en urbanisme (SACAU) de la direction départementale des territoires (DDT) du Jura, reste à votre disposition pour répondre à toute demande éventuelle d'informations complémentaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

20 JUIN 2025



Pierre-Edouard COLLIEX

Pierre-Edouard COLLEX

Le Préfet du Jura

20 JUIN 2025



**Annexe I : observations « réglementaires » complémentaires.**



**I - La prise en compte des dispositions de la loi Montagne :**

**Article L.122-5 du Code de l'urbanisme :**

*« L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées. »*

**Article L.122-5-1 du Code de l'urbanisme :**

*« Le principe de continuité s'apprécie au regard des caractéristiques locales de l'habitat traditionnel, des constructions implantées et de l'existence de voies et réseaux. »*

**Article L.141-11 du Code de l'urbanisme :**

*« En zone de montagne, le document d'orientation et d'objectifs définit la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement, notamment en matière de logement des salariés, y compris les travailleurs saisonniers, des unités touristiques nouvelles structurantes.*

*Il définit, si besoin au regard des enjeux de préservation du patrimoine naturel, architectural et paysager spécifique à la montagne, les objectifs de la politique de réhabilitation et de diversification de l'immobilier de loisir. »*

**Article L.141-15 du Code de l'urbanisme :**

*« Les annexes ont pour objet de présenter :*

*1° Le diagnostic du territoire, qui présente, [...]. En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes. »*

**Article L.122-12 du Code de l'urbanisme :**

*« Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits.*

*Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne.*

*Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :*

*1° [...];*

*2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance. »*



#### **A - Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) :**

Il reprend le principe d'urbanisation en continuité, instauré par les articles L.122-5 et L.122-5-1 du Code de l'urbanisme. Cependant, le DOO est parfois contradictoire. Il semble interdire le développement des hameaux et des groupes de constructions (p. 12), et l'autoriser un peu plus loin (p. 13). Il conviendrait donc de procéder à une clarification et à une harmonisation des prescriptions à ce sujet :

1 - **p. 12** : la formulation est ambiguë. En effet, il n'apparaît pas clairement que le développement des hameaux et des groupes de constructions est possible, et il conviendrait de préciser ce point ;

2 - **p. 13** : il faudrait rappeler la formulation exacte de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme : « les groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants » ;

3 - **p. 13** : la définition de l'urbanisation en continuité mériterait d'être précisée, en reprenant les dispositions de l'article L.122-5-1 du Code de l'urbanisme.

#### **B - Les annexes :**

Le diagnostic comporte un état des lieux complet de l'offre locale d'hébergements touristiques, et met en exergue que des évolutions, et donc des aménagements sont nécessaires. Toutefois, il n'est pas mentionné si des unités touristiques nouvelles (UTN) structurantes, qui doivent être impérativement recensées dans le SCoT, sont prévues. L'absence d'information à ce sujet permet de supposer qu'aucune création d'UTN structurante n'est envisagée, mais il conviendrait de le mentionner explicitement (article L.141-15 du Code de l'urbanisme).

#### **C - Une remarque non réglementaire concernant les plans d'eau :**

Pour être exhaustif, les diverses observations à caractère réglementaire précitées peuvent être assorties d'une simple remarque complémentaire. Le DOO (p. 14) précise que les plans d'eau concernés par les dispositions de la loi Montagne, et dont la superficie est inférieure à 2 hectares, sont exclus du champ d'application de l'article L.122-12 du Code de l'urbanisme. Certes, ce choix ne déroge pas aux exigences réglementaires en vigueur. Toutefois, il ne semble pas pertinent, dans la mesure où un critère de surface est arbitrairement retenu, sans prendre en compte d'éventuels enjeux paysagers et écologiques. Ainsi, des petits plans d'eau, dont l'intérêt peut être cependant majeur, ne sont pas protégés.

### **II - La prise en compte des dispositions de la loi Littoral :**

#### **A - Les secteurs déjà urbanisés (SDU) :**

Le paragraphe du DOO (p. 15) rappelant la définition des secteurs déjà urbanisés (SDU), évoque trois critères cumulatifs. Il conviendrait d'en clarifier la rédaction afin de bien les distinguer, en identifiant trois alinéas au lieu de deux, afin de différencier « densité de l'urbanisation » et « continuité distincte d'une urbanisation diffuse ».

L'article L.121-8 du Code de l'urbanisme précise que : « Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau... ». Il faudrait par conséquent retirer notamment de la carte du DOO (p. 17) les secteurs déjà urbanisés, qui ont été identifiés dans ces espaces, dans la mesure où les constructions et les installations ne pourront pas être autorisées. En outre, la Chartreuse de Vaucluse et le port de Barésia ne correspondent pas à la définition du SDU, mais plutôt à des constructions ou installations isolées.

À l'inverse, il conviendrait d'étudier l'opportunité de compléter la liste des secteurs déjà urbanisés en ajoutant des hameaux, afin de permettre l'urbanisation de leurs « dents creuses » (sous réserve de la prise en compte des autres enjeux liés à l'aménagement du territoire, notamment les risques). C'est le cas par exemple des groupes de constructions d'Auge à Barésia, de Marsonnay à Largillay-Marsonnay, de Viremont à Cernon, Vampornay, Sézéria, de Merlia à Orgelet... Au hameau de Chavia à Onoz, une « dent creuse » fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la région d'Orgelet. Celui-ci serait fragilisé juridiquement, si ce groupe de constructions n'était pas recensé parmi les SDU dans le SCoT.

Enfin, il convient de s'interroger sur la pertinence de classer dans les « secteurs déjà urbanisés » les hameaux de Vouglans, Saint-Christophe, la Corne au bœuf et la zone industrielle nord de Moirans-en-Montagne, plutôt que de les considérer comme des villages ou des agglomérations, qui permettent les extensions de l'urbanisation, alors que les SDU n'autorisent que le comblement des « dents creuses ».

#### **B - Les coupures d'urbanisation :**

Il conviendrait de reformuler le paragraphe du DOO évoquant les coupures d'urbanisation (p. 16), afin de n'autoriser que les évolutions des constructions agricoles existantes, plutôt que les « nouvelles constructions agricoles dans le cas d'activités d'ores et déjà présentes sur site ».

#### **C - Les orientations relatives à l'accès au littoral et au partage des usages :**

En application des dispositions de l'article L.141-13 du Code de l'urbanisme, le DOO pourrait être complété par un paragraphe précisant les orientations relatives à l'accès au littoral et au partage des usages, concernant notamment les activités de loisirs.





**Annexe II : avis de l'office national des forêts du 25 mars 2025.**



Agence territoriale  
du Jura

**Monsieur le DIRECTEUR**  
**Direction Départementale des Territoires du Jura**  
**SAC-AU / Pôle planification**  
**A l'attention de Monsieur Jean-Luc GOMEZ**  
**4 rue du Curé Marion CS 60648**  
**39030 LONS-LE-SAUNIER CEDEX**

Affaire suivie par : Bruno GUESPIN  
Tél : 06.17.67.82.94  
Mél : bruno.guespin@onf.fr

Lons-le-Saunier, le 25 mars 2025

N. Réf : ONF-SF-RF/BG/20250325\_01

Objet : Révision du SCoT du Pays lédonien – Avis à l'Arrêt – Contribution ONF

V. Réf : Votre mail du 24 mars 2025

## POUR RAPPELS

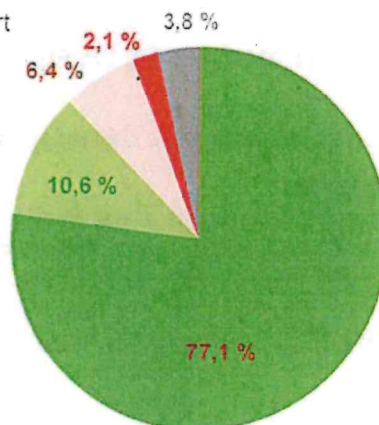
Le SCoT porte sur le territoire communal des 199 communes du Pays lédonien qui couvrent une surface totale de 185 308 ha.

La forêt occupe approximativement 45% de cette surface, soit 82 496 ha (source corine land cover IGN dont 46% relèvent du régime forestier (38 227 ha). S'agissant principalement de forêts publiques, la proportion de forêts domaniales et forêts communales est respectivement de 2% et 95%.

L'ONF gère également sur le territoire communal des 199 communes du Pays lédonien 3 forêts départementales, 4 forêts d'organismes publics ou assimilés et 3 forêts privées gérées sous contrat Audiffred.

À l'échelle de la communauté d'agglomération les principaux enjeux forestiers relatifs aux forêts bénéficiant du régime forestier sont répartis selon la représentation graphique suivante :

- Enjeu de production prioritaire moyen à fort
- Enjeu de production prioritaire faible
- Enjeu mixte de protection (sols, paysages) et production
- Enjeu écologique fort
- Sans enjeu (attente, repos, pastoralisme)





## PRÉAMBULE

Dans le cadre de la rédaction du SCoT du Pays lédonien et à chacune des phases de son élaboration, l'ONF a été consulté et invité à participer aux réunions de concertation et ateliers thématiques organisés.

Le SCoT est un levier stratégique pour préserver les forêts, dynamiser la filière bois et répondre aux enjeux climatiques tout en favorisant un développement équilibré des territoires.

Le présent avis porté par l'ONF à l'arrêt du SCoT du Pays lédonien vise à juger du respect des principaux items suivants :

- La préservation des espaces forestiers
- Le développement économique de la filière bois
- La contribution à la lutte contre le réchauffement climatique
- L'anticipation des risques menaçant le milieu forestier

## PRÉSERVATION DES ESPACES FORESTIERS

Il s'agit de l'axe transversal du document d'orientations et d'objectifs.

*" La lutte contre l'artificialisation des sols répond à un objectif de préservation des terres agricoles et naturelles via la promotion d'un développement basé sur la proximité, le réemploi des espaces bâtis, la mobilisation des disponibilités dans l'enveloppe urbaine et l'optimisation du foncier."*

Le SCoT du Pays lédonien contribue à protéger les espaces naturels et forestiers en intégrant ces enjeux dans les documents d'urbanisme qui visent à maîtriser la consommation d'espace et l'artificialisation des sols et notamment à éviter l'étalement urbain.

L'axe 3 du DOO relatif à la préservation du cadre de vie prévoit que les documents d'urbanisme appliquent la séquence Éviter, Réduire, Compenser (ERC) aux aménagements susceptibles d'atteinte aux éléments constitutifs de la trame verte et bleue.

*"Les documents d'urbanisme préservent au maximum les espaces naturels, agricoles ou forestiers afin de garantir la qualité de ces espaces et d'assurer une protection adaptée à leurs enjeux environnementaux."*

À ce titre il est prévu de protéger les réservoirs de biodiversité, qu'ils disposent d'un statut réglementaire ou qu'ils aient été préalablement identifiés comme corridors écologiques et participant à la fonctionnalité écologique du territoire.

Il est à souligner que la préservation des espaces forestiers, généralement situés en tête de bassin, contribuent à la préservation et l'amélioration de la qualité de l'eau. La forêt agit également comme un régulateur des précipitations. Elle améliore le stockage de l'eau, favorise une infiltration progressive vers les nappes souterraines, et, lors de fortes pluies, étale le débit des cours d'eau, réduisant ainsi les risques d'inondations.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE BOIS

Le SCoT du Pays lédonien contribue au développement de la filière sylvicole au travers de son axe 2.

Les objectifs poursuivis sont :

- pérenniser la ressource en limitant l'urbanisation des espaces forestiers, en préservant les lisières boisées et en contribuant à lutter contre le changement climatique,
- encourager le développement de la filière en facilitant l'accès à la ressource par l'intégration d'un diagnostic de mobilité des engins forestiers, en prenant en compte les activités d'exploitation et de transformation présentes sur la ou les communes concernées.

*"Les choix d'urbanisation ne doivent pas condamner ou complexifier de manière notable les accès aux massifs forestiers exploités, les possibilités d'accès aux équipements de stockage et de transformation."*



## AUTRES ITEMS RELATIFS AUX MILIEUX NATURELS ET FORESTIERS

Parmi les engagements du SCoT du Pays lédonien figure la volonté de faire du tourisme un pilier majeur du développement économique des territoires.

L'attrait touristique réside en grande partie dans le cadre naturel du Pays lédonien qui doit rester accessible.

La préservation de ses paysages remarquables apparaît également comme un enjeu fondamental.

*"Le territoire du SCoT bénéficie d'un cadre naturel exceptionnel propice à la pratique d'activités de plein air, sportives et de découverte. Ce potentiel est un gage d'attractivité important qu'il s'agit de pérenniser en permettant des aménagements mesurés alliant la qualité des pratiques et la préservation des milieux."*

*"Les documents d'urbanisme identifient les besoins en équipements sportifs de pleine nature et définissent, le cas échéant, l'organisation et les principes d'aménagement de ces espaces dédiés aux sports de pleine nature. Par ailleurs, les documents d'urbanisme favorisent la pérennité de l'accès pour tous et la qualité des lieux de pratique, dans le respect des enjeux environnementaux."*

*"Les documents d'urbanisme précisent les sensibilités paysagères des communes et des EPCI concernées par une forte sensibilité, limitent l'implantation d'éléments impactant, et repèrent et protègent les paysages à préserver."*

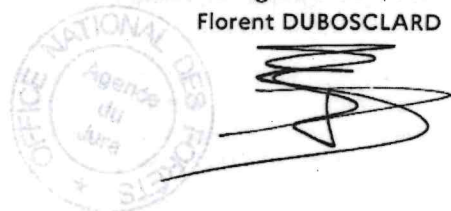
## CONCLUSION

Le SCoT du Pays lédonien prend en compte les enjeux forestiers en intégrant des objectifs de préservation des espaces boisés et d'accessibilité pour les besoins de la filière mais également pour les services de secours. Les prescriptions relatives à la sobriété énergétique participent également à atténuer les modifications futures du climat et donc à préserver les milieux naturels.

Nous apprécions particulièrement la mesure d'évitement visant éloigner les projets d'aménagement et constructions des lisières forestières.

Concernant la filière bois, le SCoT ne traduit pas le projet d'aménagement stratégique visant à "encourager le développement de la filière bois (bois énergie, bois d'œuvre, bois de construction), y compris l'AOC bois du Jura" dans le document d'orientations et d'objectifs. En effet, l'utilisation de bois local dans la construction et la valorisation des produits issus des forêts du territoire (bois d'œuvre, bois énergie) soutiennent une économie circulaire et non délocalisable génératrice d'emplois locaux.

Le Directeur d'Agence de l'ONF  
Florent DUBOSCLARD



20 JUIN 2025



Office national des forêts - EPIC SIREN 662 043 116 Paris RCS

Site internet : [www.onf.fr](http://www.onf.fr)

10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / [pefc-france.org](http://pefc-france.org)



*" Afin de transcrire ces ambitions en prescriptions, le DOO demande aux documents d'urbanisme d'intégrer une analyse des besoins en équipements collectifs, des nuisances et risques associés à l'exploitation et des mobilités et dessertes des engins associés. Le but étant de penser les choix d'urbanisation en fonction."*

## CONTRIBUTION À LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les forêts jouent un rôle essentiel dans le stockage de carbone et la régulation climatique. Toutefois elles souffrent des phénomènes météorologiques extrêmes auxquels elles sont confrontées et les atteintes sanitaires et physiologiques, voire les dépérissements de certains peuplements forestiers, contribuent à réduire les accroissements et la captation du carbone.

Le SCoT intègre ces aspects dans les stratégies territoriales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre :

- Il promeut dans le bâti les principes bioclimatiques et encourage à l'utilisation de matériaux biosourcés pour remplacer des alternatives plus énergivores.

*"l'orientation du bâti, les modes constructifs, la qualité des matériaux utilisés (choix de matériaux ne gardant pas la chaleur) afin de limiter les besoins de climatisation, par la limitation des apports solaires en plein été."*

- Il prescrit des alternatives à la dépendance automobile.

*"Il s'agit pour les documents d'urbanisme de prévoir des dispositions à la fois pour renforcer les offres alternatives à l'automobile et pour favoriser la proximité et la diversification des fonctions urbaines et villageoises qui permettent de réduire les déplacements."*

Pour le déploiement d'un réseau complet de déplacements doux, *"Les documents d'urbanisme repèrent donc les tracés les plus adaptés à leur territoire, puis le traduisent dans leur partie réglementaire en tenant compte des réflexions des territoires voisins qu'ils associent."*

- Il impose la sobriété et l'efficacité énergétique dans l'habitat et les transports,
- Il planifie de tendre vers un mix énergétique couvrant les besoins du territoire par le développement des énergies renouvelables. Ce développement ne doit pas cependant entrer en conflit avec d'autres objectifs de préservation des espaces naturels et de la biodiversité, de préservation des sites et des paysages.

*"En articulant urbanisation et transports collectifs, en proposant différents modes de transports pour les biens et personnes, en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, en proposant un mix énergétique, etc., les documents d'urbanisme contribuent à l'objectif de diminution des émissions de produits polluants et de gaz à effet de serre."*

## PRISE EN COMPTE DES RISQUES MENAÇANT LE MILIEU FORESTIER

Le SCoT du pays lédonien est conscient de la fragilité des milieux forestiers face aux tornades et au risque incendie de plus en plus prégnants du fait du changement climatique.

*"Les documents d'urbanisme précisent ces risques et fixent les dispositions qui permettent de limiter l'exposition des populations et des biens à ces risques au regard du contexte de changement climatique : lutte contre l'enfrichement, accès facilité aux massifs par les services de secours, respect des lisières forestières en imposant une distance de recul de l'urbanisation vis-à-vis des lisières."*

*"Sauf impossibilité technique, les documents d'urbanisme évitent les possibilités de construction qui auraient pour conséquence de se rapprocher des boisements et prévoient un recul des projets d'aménagement et constructions vis-à-vis des lisières."*

*"Les documents d'urbanisme anticipent, en partenariat avec les services d'incendie et de secours, les besoins d'aménagements et d'équipements pour la défense contre l'incendie et le traduisent, en tant que besoin, dans les pièces réglementaires."*





**Annexe III : avis des services de l'État du 22 février 2024 (PAS).**



**LE PRÉFET**

Affaire suivie par : Jean-Luc GOMEZ  
Tél : 03.84.86.81.39  
mél : jean-luc.gomez@jura.gouv.fr  
ddt-planification@jura.gouv.fr

**OBJET** : révision du SCoT du Pays lédonien.  
Projet d'aménagement stratégique (**version 4**).  
Avis des services de l'État.  
**REFER** :  
**P.J.** : 4 annexes.

à

Monsieur le Président  
PETR du Pays lédonien  
4 avenue du 44<sup>ème</sup> RI  
39000 LONS-LE-SAUNIER

Lons-le-Saunier, le **22 FEV. 2024**

Monsieur le président,

Le 27 novembre 2023, vous avez présenté aux personnes publiques associées le projet d'aménagement stratégique (PAS) du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays lédonien en cours de révision. À ce stade de la procédure, les services de l'État n'ont pas l'obligation de donner un avis. Toutefois, afin de vous permettre de prendre en compte leurs observations sans attendre l'arrêt du document, nous avons convenu conjointement de procéder comme nous l'avons fait ensemble lors de l'élaboration du SCoT initial, et de sa première révision. Le présent courrier a donc pour objet de vous faire part des remarques des services de l'État concernant le PAS, un document de bonne facture, clair et détaillé. Il reprend les grandes lignes du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du schéma de cohérence territoriale actuellement en vigueur, et prend globalement en compte les grandes orientations des politiques publiques que le document d'urbanisme doit intégrer.

**I - La démographie et les logements. Le scenario du projet d'aménagement stratégique :**

Le scenario concernant la démographie et les logements pour la période comprise entre 2025 et 2045 (p. 26-27 du PAS) paraît plutôt cohérent : 87 370 habitants en 2045 (1 000 personnes de plus environ en 20 ans, soit une augmentation annuelle de + 0,06 %). Cet objectif est moins ambitieux et paraît plus réaliste que celui retenu dans le SCoT aujourd'hui applicable, qui prévoyait une croissance démographique annuelle de + 0,35 %. Rappelons à ce sujet que la population du territoire a baissé de - 0,07 % par an entre 2013 et 2019, selon les données figurant dans le diagnostic réalisé dans le cadre de la procédure de révision en cours. Quant aux ménages, ils étaient composés en moyenne de 2,07 personnes en 2020, et l'estimation retenue dans la note méthodologique complémentaire transmise aux services de l'État, 1,87 en 2045, semble cohérente.



D'après le projet d'aménagement stratégique (p. 26), il sera nécessaire de produire à peu près 5 850 logements entre 2025 et 2045 (420 pour l'accueil d'une population nouvelle, 4 380 pour le desserrement des ménages, et 1 050 pour le renouvellement du parc). La méthode retenue et les calculs effectués pour aboutir à ces projections ne suscitent aucune observation particulière. En revanche, s'il est bien mentionné dans le PAS (p. 27) qu'un effort important doit être engagé pour réduire le nombre des logements vacants, le document ne fixe aucun objectif chiffré en matière de résorption de la vacance, qui vient en principe en déduction de l'évaluation des besoins en logements.

Il est vrai cependant que le projet d'aménagement stratégique (p. 13) évoque indirectement le sujet, lorsqu'il est indiqué que : « *Le Pays lédonien se fixe un objectif de produire a minima 40 % de logement sans consommation foncière.* » À titre de comparaison, le PADD du SCoT actuellement en vigueur prévoyait de ramener la part des logements vacants à 7 % du parc. Il serait souhaitable qu'un objectif de réduction de la vacance figure par exemple dans le document d'orientation et d'objectifs (DOO) à venir.

## **II - La sobriété foncière :**

La sobriété foncière est le premier axe transversal développé dans le PAS (p. 7-15). Cette ambition s'inscrit dans la continuité des efforts importants déjà consentis par le passé. Dans l'avis signé par le préfet le 24 mars 2011, et concernant le SCoT initial arrêté, il était souligné que la maîtrise de l'étalement urbain était l'un des points forts du document en matière d'habitat, mais qu'il convenait de réduire encore la consommation foncière générée par les activités économiques. L'avis des services de l'État du 12 mars 2020 mentionnait quant à lui que la première révision du schéma de cohérence territoriale avait bien pris en compte cette observation. Le même avis précisait en outre que le nouveau document était a minima 42 % plus vertueux que le précédent en matière d'étalement urbain résidentiel.

Le PAS de la deuxième révision en cours du SCoT, prévoit en particulier de mettre en place une stratégie foncière, et de réinvestir les espaces déjà urbanisés (« *reconstruire la ville sur elle-même* »). Rappelons qu'il propose aussi de produire au minimum 40 % des logements sans consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (ENAF). Il dresse également une liste exhaustive des zones d'activités économiques (ZAE) communautaires, et d'intérêt régional, qui pourront faire l'objet le cas échéant d'extensions (p. 13-14). Le projet d'aménagement stratégique fixe l'objectif de réduire de 50,9 % la consommation d'ENAF entre 2021 et 2031, par rapport aux dix années précédentes. Il prévoit de poursuivre ensuite cet effort pour atteindre une réduction de 65 % en 2045, à l'échéance du SCoT qui aura été révisé pour la deuxième fois. Ces perspectives de sobriété foncière paraissent compatibles avec les dispositions de la loi « climat et résilience » du 22 août 2021, et du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne Franche-Comté en vigueur. Toutefois, un nouvel effort très important en matière de sobriété foncière devra être consenti entre 2045 et 2050, pour atteindre cette année-là l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) fixé par la loi précitée. Il serait par conséquent opportun de mieux répartir dans le temps la réduction de la consommation d'ENAF, et d'accroître l'effort envisagé entre 2025 et 2045, pour s'assurer que le territoire concerné par la révision en cours du SCoT sera en mesure d'appliquer le ZAN à l'échéance imposée.

## **III - La trame urbaine :**

L'armature urbaine retenue dans le PAS (p. 21-22) ne suscite aucune observation particulière. Elle reprend en effet celle du schéma de cohérence territoriale aujourd'hui applicable, et elle intègre l'élargissement du périmètre, qui inclut désormais l'ancienne communauté de communes de Jura Sud. Très logiquement, Moirans-en-Montagne et Vaux-lès-Saint-Claude figurent respectivement parmi les bourgs-centre et les bourgs-relais. Le projet d'aménagement stratégique (p. 12) rappelle que : « *Le renforcement des centralités représente un enjeu majeur du Pays Lédonien à la fois pour limiter l'étalement urbain mais aussi pour répondre aux enjeux du développement durable.* » Le PAS (p. 23) précise en particulier qu'il convient d'adosser l'offre d'équipements et de services à la trame urbaine.



De manière très cohérente, le PAS propose d'adosser l'armature commerciale à la trame urbaine (p. 41) : une offre diversifiée dans les communes du pôle urbain, intermédiaire dans les bourgs-centres, et de proximité dans les bourgs-relais. Le développement de l'offre de première nécessité (commerces d'une surface inférieure à 300 m<sup>2</sup>), sera encouragé sur l'ensemble du territoire.

En revanche, le projet d'aménagement stratégique ne fixe aucune orientation générale à propos des services proposés aux habitants en matière de santé, d'éducation, ou encore de culture. Alors que le territoire est concerné notamment par un projet structurant de construction d'une pharmacie centrale, le centre hospitalier lédonien n'est que très brièvement évoqué à la page 20 du document : *« Enfin, concernant le maintien et le développement des grands équipements et des services, l'hôpital de Lons-le-Saunier a bien des missions d'intérêt général et social, qui sont confirmées par la possibilité de se développer si besoin. »* La structuration d'un réseau de maisons médicales et de médiathèques par exemple, ou encore les formations proposées localement, professionnelles, notamment agricoles, ou après le baccalauréat, mériteraient d'être évoquées dans le PAS.

#### **VI - L'adaptation aux changements climatiques, la transition énergétique et écologique, les mobilités :**

Le projet d'aménagement stratégique prend en compte les politiques publiques en matière d'adaptation aux changements climatiques, de transition énergétique et écologique, et de mobilités. Le document (p. 65-67) a pour ambition de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et les consommations énergétiques, notamment en rénovant le bâti ancien. Le PAS encourage aussi un développement de la production d'énergies renouvelables, compatible toutefois avec la préservation des paysages, des milieux naturels, et des activités agricoles, mais aussi touristiques du territoire.

L'une des priorités du projet d'aménagement stratégique (p. 29-33) est de réduire la dépendance à la voiture individuelle, en confortant les transports collectifs et le covoiturage. Le document précise qu'il est essentiel d'assurer la pérennité des lignes ferroviaires du Revermont et des Hirondelles, et de promouvoir le développement urbain et économique à proximité des gares, dont la vocation multimodale doit être renforcée. Le PAS a pour ambition d'encourager les mobilités « douces », par l'amélioration et l'extension des réseaux de voies vertes et de pistes cyclables. Pour celles-ci, le document préconise de privilégier l'aménagement des voies routières existantes, afin notamment de réduire la consommation foncière. Il pourrait être ajouté cependant que les nouvelles infrastructures « douces » peuvent être réalisées aussi en site propre, lorsqu'il est nécessaire d'améliorer la sécurité des cyclistes et de piétons par exemple.

Pour être aussi exhaustif que possible, il convient enfin d'ajouter que d'autres sujets essentiels, qui ne suscitent toutefois aucune observation particulière, sont également traités dans le projet d'aménagement stratégique, par exemple la prise en compte des risques naturels et technologiques.

À l'instar de l'avis signé par le préfet le 5 avril 2018, et concernant le PADD de la première révision du SCoT du Pays lédonien, Le présent courrier comporte, dans ses quatre annexes, les contributions écrites que quelques-uns des services de l'État consultés ont souhaité formaliser par écrit. Elles vous permettront d'intégrer dans votre document les observations ponctuelles qu'il vous semblera pertinent de prendre en compte.

Les services de la direction départementale des territoires (DDT) restent à votre disposition pour répondre à toute demande éventuelle d'informations complémentaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

20 JUIN 2025

Le Préfet,  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale,

Elisabeth SEVENIER-MULLER



Cette priorité affirmée en matière de développement aurait pu se traduire par une croissance démographique différenciée privilégiant les centralités, mais le PETR a préféré appliquer un taux annuel moyen d'accroissement de la population identique pour toutes les communes. Toutefois, rappelons que le scénario retenu prévoit une augmentation très faible du nombre d'habitants, + 0,06 % par an, et une modulation de celle-ci en fonction de l'armature urbaine serait par conséquent très peu discriminante.

#### **IV - La préservation du patrimoine paysager et bâti, des espaces naturels et de la ressource en eau :**

Le projet d'aménagement stratégique (p. 49-52) prend bien en compte la nécessaire protection et mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti. Il insiste sur l'intérêt majeur que présentent les sites et les monuments emblématiques du territoire, classés, inscrits ou labellisés. Il évoque également les silhouettes des villages, les morphologies urbaines, les paysages du quotidien, les entrées de ville, les zones d'activités économiques et commerciales.

La préservation des milieux naturels, de la faune et de la flore, est traitée également de manière détaillée (p. 53-56). L'une des priorités du PAS est la conservation des réservoirs de biodiversité, et de la trame verte et bleue, qui fait l'objet d'une carte (p. 53). Le document prend aussi en compte la nature plus « ordinaire » dans les villes et à la campagne (haies, murs en pierres sèches, arbres isolés ou intégrés dans des alignements...).

Le PAS (p. 57-61) accorde également une large place à la nécessaire préservation de la ressource en eau, en cohérence avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée, et les démarches engagées localement dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI). La protection et la restauration de la qualité et des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides, et la non dégradation de ces derniers, sont des orientations fortes du projet d'aménagement stratégique. Celui-ci rappelle que la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) doit être systématiquement mise en œuvre, et il est précisé que la compensation reste exceptionnelle. En outre, le document privilégie les structures agroécologiques limitant les ruissellements, l'érosion des terres, et facilitant le filtrage de polluants. Il conditionne le développement démographique et économique à la mise en conformité des équipements d'assainissement, à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, et à la protection des captages. Enfin, l'amélioration des réseaux de distribution est un préalable à toute urbanisation, et la récupération des eaux de pluie est fortement encouragée pour les nouvelles constructions.

#### **V - Le développement économique et les services :**

Les orientations générales précisées dans le PAS en matière de développement économique, paraissent cohérentes, et en adéquation avec les politiques publiques que le SCoT doit prendre en compte.

Le document (p. 36-37) rappelle l'importance de l'agriculture pour le territoire, et la nécessité de préserver les terres agricoles, en particulier celles qui bénéficient d'une appellation d'origine protégée (AOP). Le développement du maraîchage et des circuits courts, en cohérence avec le projet alimentaire territorial (PAT), figure également parmi les ambitions du projet d'aménagement stratégique. Le PAS évoque aussi la filière bois, dont l'optimisation implique la protection des forêts, l'amélioration des dessertes, et la création d'aires de stockage. Cette orientation répond également à un enjeu de sécurité : les services de secours doivent en effet pouvoir circuler facilement dans les massifs forestiers, afin de prévenir et d'éteindre les incendies.

Pour le développement de l'industrie et de l'artisanat, le projet d'aménagement stratégique propose d'optimiser l'occupation des zones d'activités existantes, d'adapter l'offre foncière aux besoins, et de la hiérarchiser (p. 13-14, 25, et 35-36).

Le document (p. 37) insiste en outre sur la place importante que le tourisme occupe dans l'économie locale, grâce notamment à la qualité des paysages, des monuments et du bâti (deux opérations « grand site » en cours, et une inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO). Les productions agricoles (vins du Jura et fromages), mais aussi le thermalisme, contribuent à l'attractivité des filières touristiques, par exemple l'oénotourisme, dont le développement doit être cependant durable, respectueux du cadre naturel et urbanisé.